

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
57	22	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/06/200**

**AVENANT N°3 RELATIF A LA  
LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT  
2021 CONFORTANT LES  
PRINCIPES DE LA  
REPUBLIQUE - 03DSP18-  
DELEGATION DE SERVICE  
PUBLIC POUR LE  
DEVELOPPEMENT, LA  
GESTION ET  
L'EXPLOITATION DU  
RESEAU URBAIN DE  
CHALEUR ET DE FROID EN  
THALASSOTHERMIE DE LA  
COMMUNE DE LA SEYNE-  
SUR-MER**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Marie-Hélène CHARLES ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Hélène BILL ayant donné pouvoir à M. Franck CHOUQUET.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/200**

**O B J E T : AVENANT N°3 RELATIF A LA LOI N°2021-1109 DU 24 AOUT 2021 CONFORTANT LES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE - 03DSP18-DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LE DEVELOPPEMENT, LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU RESEAU URBAIN DE CHALEUR ET DE FROID EN THALASSOTHERMIE DE LA COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

**VU** le Code de la Commande Publique et notamment l'article R3135-7,

**VU** la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée, en lieu et place de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°18/06/241 du 21 juin 2018 autorisant l'attribution du contrat de concession à la Société Anonyme DALKIA,

**VU** l'avis de la Commission Mobilités en date du 9 juin 2022,

**VU** le projet d'avenant n°3 ci-annexé,

**CONSIDERANT** qu'en application de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans le contrat,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 au contrat de Délégation de Service Public n°03DSP18 - Délégation de Service Public pour le développement, la gestion et l'exploitation du réseau urbain de chaleur et de froid en thalassothermie de la commune de La Seyne-sur-Mer ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision.

### **ARTICLE 3**

**D'ACTER** l'introduction de l'article 78 dans ledit contrat de concession.

#### **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que toutes les autres clauses du contrat de concession et de ses précédents avenants demeurent en vigueur en ce qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations du présent avenant.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

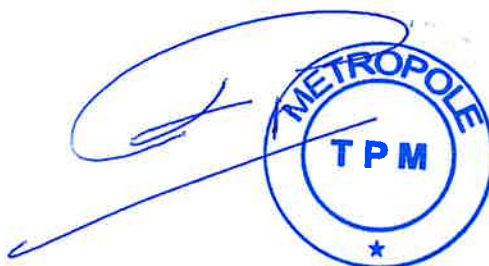
Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0



## RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

**Objet : 03DSP18-Délégation de service public pour le développement, la gestion et l'exploitation du réseau urbain de chaleur et de froid en thalassothermie de la commune de La Seyne-sur-Mer**

### 1- DESCRIPTIF DU CONTRAT

<b>Procédure initiale</b>	<input checked="" type="checkbox"/> <b>DSP</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de service sans service public</b>  <input type="checkbox"/> <b>Concession de travaux</b>
<b>Titulaire</b>	DALKIA
<b>Date de notification</b>	3 septembre 2018
<b>Durée du contrat</b>	23 ans
<b>Date de début du contrat</b>	3 septembre 2018
<b>Date de fin du contrat</b>	2 septembre 2041
<b>Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)</b>	<p>Contrat initial : 10.413.991€  Projection cumulée (contrat initial+ avenant 1) : 11.957.905€  . une part fixe : 1 € par ml de tranchées sur la base de 2149 ml de réseau fixé  . une part variable : 1% du CA hors recettes r24 en HT  Redevance de contrôle : pour frais de contrôle du service : 15 000 € payable d'avance au plus tard le 31 janvier  +Tarifs du service  Suite à l'avenant 1, la redevance de contrôle passe à 8500 €, la RODP OK  redevance de mise à disposition des biens : 3 K€.</p>
<b>Projet avenant n°...</b>	3

<b>Objet de l'avenant / modification du contrat</b>	La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité
<b>Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)</b>	<p>Avenant 1 du 11/03/2021 : travaux d'investissements complémentaires et prolongation de trois ans du contrat+ modification redevance de contrôle</p> <p>Avenant 2 du 22/10/21 : Modification de l'article 49.2 par suppression du dernier alinéa (« Cette redevance reste due à la ville de la Seyne sur mer par le délégataire, y compris en cas de transfert de la compétence de réseau de chaleur. »)</p>
<b>Observations</b>	

## 2- Fait(s) générateur(s)

### Description de l'évènement :

- Adaptation mineure
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

## 3- Solutions envisagées

### Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : Introduction d'un article 78 dans le contrat de concession
- Article(s) du contrat impacté :

### Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

## 4- Cas de recours à un avenant

### Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

<b>Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique</b>	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-1 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-2-3 et 4 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.  Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.  Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-5 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> <b>Article R3135-6 :</b>  Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :  1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;  2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☒ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.



## Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

Par délibération n° 18/06/241 du 21 juin 2018, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat de Délégation de service public pour le développement, la gestion et l'exploitation du réseau urbain de chaleur et de froid en thalassothermie de la commune de La Seyne-sur-Mer.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°78 est inséré au contrat.

### 5- Impact financier

- A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)
- B) Bilan
- C) Nouveau C.E.P
- D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :
- E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

### 6- Mouvement financier




☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 18/05/2022

Le Chef de projet, Régis PERROT 	Le Directeur Adjoint, Monsieur Alain GAUBERT 	Le DGA/le DGST Monsieur Alexis VILLEMIN 
---	--	--

## RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ? ..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	..... ..... ..... .....	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	



**METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**  
**Mise en Oeuvre de la Politique Energétique, Service Mise**  
**en œuvre de la Politique Energétique**

**AVENANT N° 3**  
**Au contrat de concession- N° 03DSP18 Délégation de**  
**service public pour le développement, la gestion et**  
**l'exploitation du réseau urbain de chaleur et de froid**  
**en thalassothermie de la commune de La Seyne-sur-**  
**Mer**

**ENTRE** les soussignés :

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil Métropolitain suivant délibération en date du et ci-après dénommée « **l'autorité Concédante** »,

***d'une part,***

***ET :***

**La Société DALKIA**, société anonyme au capital social de 220 047 504 € dont le siège social est 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 Saint-André-Lez-Lille, immatriculée sous le numéro 456 500 537 RCS LILLE, élisant domicile en sa direction régionale sise au 1, rue Albert Cohen – 13016 Marseille, représentée par Monsieur Fabrice TENNESON, Directeur Régional, agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Concessionnaire** »,

***d'autre part,***

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « **la Partie** » ou « **les Parties** »,

## **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUI :**

### **Préambule :**

Par délibération n° 18/06/241 du 21 juin 2018, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Méditerranée a autorisé la signature du contrat de Délégation de service public pour le développement, la gestion et l'exploitation du réseau urbain de chaleur et de froid en thalassothérapie de la commune de La Seyne-sur-Mer.

La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article N°78 est inséré au contrat.

## **CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 – Objet du présent avenant**

Il est introduit l'article 78 suivant au contrat de concession :

Laïcité et neutralité du service public

1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;

- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

## 2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées. Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

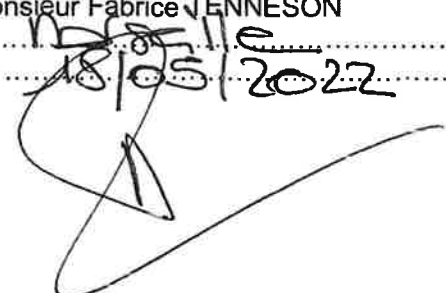
Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du concessionnaire.

## ARTICLE 2 – Clauses diverses - Date d'effet

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Concédante remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Concédante à le signer.

<p>Pour le Concessionnaire, la Société Anonyme DALKIA Monsieur Fabrice JENNESON A ..... Le 18/05/2022</p> 	<p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président M. Hubert FALCO A ..... Le .....</p>
---	---